

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
Subdivision environnement industriel Env1

Colomiers, le 01/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



ARTERRIS

Lieu-dit Lastours
31450 BAZIEGE

Références : 687

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2022 dans l'établissement ARTERRIS implanté Lieu-dit Lastours 31450 BAZIEGE. L'inspection a été annoncée le 13/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre de l'action nationale ammonitrates 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARTERRIS
- Lieu-dit Lastours 31450 BAZIEGE
- Code AIOT dans GUN : 0006802720
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le stockage d'engrais relève de la rubrique 4702 I II III b de la nomenclature des installations classées, régime DC. La quantité maximale autorisée sur le site est de 1200 tonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Combustibles et matières incompatibles, proximité aux engrais (art. 4.8 - AM du 06/07/2006*)
- Combustibles liquides ou liquéfiables proximité aux engrais (art. 4.8 - AM du 06/07/2006)
- Chlorures de potassium proximité aux engrais (art. 4.8 - AM du 06/07/2006)

- Engins de manutention (art. 3.7 - AM du 06/07/2006)
- Eclairages et installations électriques (art. 2.7 - AM du 06/07/2006)
- Détection automatique (art. 4.3.1 - AM du 06/07/2006)
- Alarme (art. 4.3.2 - AM du 06/07/2006)
- Moyens en eau accessibilité (art. 4.3.2 - AM du 06/07/2006)
- Equipements de première intervention (art. 4.3.2 - AM du 06/07/2006)
- Accessibilité du site au SDIS (art. 2.5 - AM du 06/07/2006)
- Informer le SDIS des dangers (art. 4.3.2 - AM du 06/07/2006)
- Désenfumage, existence (art. 2.4.4 - AM du 06/07/2006)
- Sol (art. 2.9 - AM du 06/07/2006)
- Rétention, existence et disponible (art. 2.10 - AM du 06/07/2006)
- Comportement au feu des locaux (art. 2.4 - AM du 06/07/2006)

* Arrêté ministériel du 06 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Détection automatique	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1	/	Sans objet
Alarme	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	/	Sans objet
Moyens en eau accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	/	Sans objet
Equipements de première intervention	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	/	Sans objet
Accessibilité du site au SDIS	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5	/	Sans objet
Désenfumage, existence	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4	/	Sans objet
Rétention, existence et disponible	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Combustibles et matières incompatibles, proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	/	Sans objet
Combustibles liquides ou liquéfiables proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	/	Sans objet
Chlorures de potassium proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	/	Sans objet
Engins de manutention	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.7	/	Sans objet
Eclairages et installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Informers le SDIS des dangers	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	/	Sans objet
Sol	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.9	/	Sans objet
Comportement au feu des locaux	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4	SMDS	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est correctement entretenu néanmoins, il est demandé à l'exploitant de préciser un certain nombre de points afin de s'assurer du respect de l'arrêté ministériel du 06/07/2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Combustibles et matières incompatibles, proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion des combustibles et des matières incompatibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage d'engrais (intérieur ou extérieur) est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible, sans préjudice de l'article 3.5.</p> <p>Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...) -les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale -le nitrate d'ammonium technique -les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'absence à l'intérieur des bâtiments de stockage de matériel autre que celui nécessaire à l'exploitation, - l'absence d'amas de matière combustible (les locaux étaient propres), - qu'aucune palette n'était utilisée comme séparation pour retenir les engrais, - une distance de 5m entre les îlots de stockage. <p>De plus, l'exploitant a indiqué l'absence de stockage de produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale et de nitrate d'ammonium technique (seuls sont stockés des engrais à base nitrate d'ammonium).</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Combustibles liquides ou liquéfiables proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévenir la propagation d'un incendie par nappe enflammée
Prescription contrôlée : Des précautions sont prises pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles-liquides ou solides accidentellement fondues-ne puisse atteindre le stockage d'engrais.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté l'absence de combustibles liquides ou liquéfiables ou de liquides inflammables dans le bâtiments de stockage des engrais classés.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Chlorures de potassium proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion de matières particulièrement incompatibles
Prescription contrôlée : Le chlorure de potassium peut être stocké à l'intérieur des magasins de stockage, si l'exploitation le requiert et qu'il n'existe pas d'alternatives envisageables. Dans ce cas, toutes les mesures et précautions sont prises pour éviter des mélanges accidentels d'engrais chlorure de potassium avec les autres engrais. Ils sont a minima séparés par une case ou un espace de 5 mètres et un mur dimensionné pour éviter la mise en contact accidentelle.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas de chlorure de potassium stocké sur le site.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Engins de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.7
Thème(s) : Actions nationales 2022, Rangement et précaution d'utilisation
Prescription contrôlée : Les engins de manutention doivent être totalement nettoyés avant et après entretien et réparation et rangés après chaque séance de travail à l'extérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais.Toute opération de maintenance, d'entretien ou de réparation est effectuée à l'extérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais
Constats : Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté la présence d'engins de manutention stationnés à l'intérieur du bâtiment de stockage d'engrais. En fin de journée ceux-ci sont stationnés dans un autre bâtiments éloigné du bâtiment de stockage d'engrais.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eclairages et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévenir un départ d'incendie d'origine électrique
Prescription contrôlée : L'éclairage artificiel se fait par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes baladeuses. Les installations électriques ne doivent pas être en contact avec les engrais Les transformateurs de puissance électrique sont à l'extérieur des bâtiments de stockage. Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, est installé à l'extérieur du bâtiment afin de permettre une coupure de l'alimentation électrique en cas de besoin.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none">- l'absence d'utilisation de lampes électriques suspendues à bout de fil conducteur et de lampes baladeuses pour l'éclairage artificiel ;- que les transformateurs électriques sont à l'extérieur des bâtiments de stockage, dans un local spécifique ;- la présence et le signalement d'un interrupteur général d'électricité à l'extérieur.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence et adaptée au stockage
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Les détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.
Constats : Dans la partie du bâtiment dédiée au stockage des engrais en big-bags, la détection incendie est réalisée par un « système Vesda » (l'air ambiant est aspiré sous la toiture et fait l'objet d'une mesure d'opacité en continue au niveau du boîtier). L'inspection a constaté un rejet d'air sous le boîtier signe que l'air circule. -> Concernant la partie du bâtiment dédiée au stockage des engrais en vrac, il est demandé à l'exploitant d'indiquer à l'inspection le système de détection mis en place et son fonctionnement. L'inspection a constaté qu'aucune anomalie n'était visible au niveau de la centrale de détection présente dans le bungalow à l'entrée du bâtiment de stockage. Les systèmes de détection sont contrôlés par la société Seica. Le dernier rapport d'intervention date du 20/06/2022. → Il est demandé à l'exploitant de confirmer que le rapport d'intervention de juin 2022 de la société Seica prend bien en compte le système de détection du bâtiment vrac et du bâtiment big bags. Le rapport sus-visé mentionne « <i>ligne RTC appel alarme incendie non fonctionnelle (géré par Artérris)</i> ». → Il est demandé à l'exploitant d'indiquer l'action menée suite à cette observation. Délai : 2 mois
Observations : De manière générale, il est rappelé à l'exploitant que les mesures prises pour répondre aux observations des organismes de contrôle doivent être tracées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Alarme incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'un système d'alarme incendie relié au système de détection défini au point 4.3.1
Constats : L'exploitant a indiqué que le système de détection était relié à un système d'alarme. Le responsable du site et le responsable sécurité risques industriels du groupe sont informés du déclenchement de l'alarme par téléphone. -> Il est demandé à l'exploitant de préciser la chaîne d'information et les actions mises en œuvre lorsque l'alarme est déclenchée pendant les heures ouvrées (présence d'une sirène sonore avertissant le personnel, présence de points de regroupement...).
Délai : 2 mois
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens en eau accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Proximité des stockages des moyens eau
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre.
Constats : Le site est doté de plusieurs réserves d'eau : - 3 citernes de capacité 50m ³ . -> Il est demandé à l'exploitant de modifier l'étiquetage sur la citerne qui mentionne "30m³ x 3". - 1 cuve de capacité 240m ³ . Le niveau d'eau dans la cuve est garantie par une sonde niveau haut et bas. -> Il est demandé à l'exploitant de préciser à quel système est relié la sonde de niveau. - 2 puits de pompage dans la nappe mais qui n'entrent pas dans la comptabilité des réserves d'eau disponible. - 1 bouche d'incendie à l'entrée du site. -> Il est demandé à l'exploitant de vérifier ou de faire vérifier le débit disponible. L'eau contenue dans les citernes et la cuve est exclusivement réservée à la lutte contre l'incendie. Ces deux équipements sont accessibles. L'accessibilité à la bouche d'incendie n'a pas été vérifiée lors de l'inspection. Les citernes et la cuve sont équipés de raccords pompiers de taille différentes, un échange est en cours avec le SDIS pour savoir quels seraient les raccords les mieux adaptés suite à la visite de l'assureur en mai 2022. -> Il est demandé à l'exploitant de tenir informée l'inspection des conclusions des échanges.
Délai : 2 mois
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Equipements de première intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment -d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage, sur les aires de stockages extérieurs et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés
Constats : Les locaux de stockage d'engrais sont équipés: - d'extincteurs, - d'un RIA, - d'extincteurs sur roues. Le site est doté de 147 extincteurs au total. Ces derniers ont été vérifiés en dernier lieu en mai 2022. le justificatif présenté ne faisait pas apparaître l'ensemble des extincteurs. -> Il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan de localisation de l'ensemble des extincteurs (fixes et sur roues) et des RIA ou a défaut la liste exhaustive précisant la localisation. le plan ou la liste devra également faire apparaître la nature des agents d'extinction. Deux RIA dont un est situé à l'entrée du bâtiment de stockage des engrais ont été vérifiés en dernier lieu en septembre 2021. -> L'exploitant veillera à ce que la localisation des RIA soit précisée au niveau du rapport de l'organisme de contrôle. Délai : 2 mois
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accessibilité du site au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accessibilité pour l'intervention des SDIS
Prescription contrôlée : L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins un demi-périmètre, ou sur deux façades dont au moins une longueur de bâtiment, par une voie engins ou par une voie échelles si la hauteur du bâtiment est supérieure à 8 mètres
Constats : Il est possible de faire le tour du bâtiment mais l'intégralité du chemin d'accès n'est pas carrossé. -> Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du SDIS afin de s'assurer que la prescription est vérifiée et de transmettre à l'inspection l'avis du SDIS. Délai : 2 mois
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Informer le SDIS des dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Aide pour l'intervention des SDIS
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local
Constats : L'inspection a permis de constater l'affichage du plan à l'extérieur du bungalow situé à l'entrée du bâtiment de stockage des engrais.
Observations : L'exploitant veillera à ne pas stocker de big-bags devant le plan afin de permettre un accès aisé au plan du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage, existence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'un désenfumage adaptée
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage abritant les installations doivent être équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle des dispositifs de désenfumage sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment en cas d'accident. La surface utile d'ouverture des dispositifs d'évacuation des fumées (% de la surface au sol totale du magasin de stockage) ne doit pas être inférieure à 1 % pour les 4702-ii,iii et iv et de 2 % pour les 4702-i
Constats : L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- dans la partie du bâtiment dédiée au stockage des engrais en big-bags, la présence de dômes de désenfumage passifs,- dans la partie du bâtiment dédiée au stockage des engrais en vrac, présence de sky-dôme relié à la détection incendie. Ces derniers ont fait l'objet d'une vérification annuelle le 13/05/2022 par Seica. -> Il est cependant demandé à l'exploitant de transmettre les justifications permettant de vérifier le respect de la prescription suivante: "La surface utile d'ouverture des dispositifs d'évacuation des fumées (% de la surface au sol totale du magasin de stockage) ne doit pas être inférieure à 1 % pour les 4702-ii,iii et iv et de 2 % pour les 4702-i"
Délai : 2 mois
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sol

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.9
Thème(s) : Actions nationales 2022, Exigences pour l'accueil des stockages de 4702-II
Prescription contrôlée : Le sol des aires de stockage extérieur et des magasins de stockage, de chargement et de déchargement est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour le stockage d'engrais relevant de la rubrique 4702-II ou 4702-III, le sol doit être légèrement incliné, de façon à faciliter l'écoulement et le refroidissement rapide d'engrais fondu, en cas d'accident. Si les écoulements sont récupérés dans des caniveaux, ceux-ci sont placés à une distance suffisante du magasin de stockage de façon à ne pas confiner de l'engrais fondu à haute température
Constats : Les sols semblent inclinés et permettent l'écoulement des eaux à l'extérieur des bâtiments dans la cour.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétention, existence et disponible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence, dimensionnée et adaptée pour récupérer les eaux de sinistre
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais du fait de leur entraînement par les eaux de pluie, de nettoyage ou d'extinction. Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau définis au point 4.3.2. Les matières recueillies sont traitées conformément au point 5.5 ou utilisées conformément au point 5.8 Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : L'exploitant a indiqué que les eaux d'extinction sont collectées au niveau de la cour. Une plaque de rétention est présente au niveau du bungalow pour obturer le regard présent. La consigne d'utilisation est affichée à l'intérieur du bungalow. -> Il est demandé à l'exploitant d'indiquer à l'inspection le volume utile de la cour pouvant contenir les eaux d'extinction.
Délai : 2 mois
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Levée SMDS
Prescription contrôlée : 2.4.1 Réaction au feu Les magasins de stockage (matériaux de construction et aménagements intérieurs à l'exception de la charpente) et aires de stockage extérieur doivent présenter les caractéristiques suivantes : -matériaux de classe A1 selon NF EN 13501-1 (incombustible) et sol cimenté ou équivalent présentant une réaction au feu minimale pour les nouvelles installations ; -sol ne présentant pas de cavités (puisard, fentes...) pour toutes les installations stockant des engrais relevant de la rubrique 4702-II ou 4702-III.
Constats : Lors de l'inspection 14 octobre 2021, l'inspection avait constaté plusieurs cavité dans le sol du bâtiment contenant les casiers de stockage et il avait été demandé à l'exploitant d'y remédier. L'inspection, objet de ce rapport, a permis de constater que les cavités avaient été bouchées à plusieurs endroits. L'exploitant a indiqué que les travaux ont bien été réalisés en janvier 2022 comme cela avait été annoncé.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet